BAROMÈTRE

Nº4

2026



RENAISSANCE INDUSTRIELLE.fr

L'INDUSTRIE EN MOUVEMENT

L'industrie française en 2025

300 Mds€
en 2025

de valeur ajoutée manufacturière, soit 10 % du PIB

2024 : 236 Mds €

2,83 millions
en 2025

salariés dans l'industrie manufacturière (–13 000 sur un an)

2024 : 2,85 millions

L'ESSENTIEL

-69 Mds€
en 2025

Solde commercial des biens

2024 : -79 Mds €

≈ 4 300 €
en 2025

PIB industriel par habitant, contre ≈ 6 200 € en zone euro et ≈ 9 500 € en Allemagne

2024 : 4000 €

SOURCE : FRANCE INDUSTRIE, PORTRAIT DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE 2025 (CALCULS REXECODE)

TENIR LE CAP DANS UN MONDE FRAGMENTÉ

L'industrie est revenue au cœur des priorités nationales et européennes. En un an, elle est passée du statut de secteur à reconquérir à celui d'enjeu de souveraineté : réarmement, matières critiques, énergie, intelligence artificielle. Cette quatrième édition du Baromètre en prend acte.

Le constat est nuancé. La désindustrialisation est enrayée : l'activité progresse, l'attractivité reste au plus haut et les start-up industrielles se multiplient. Mais le mouvement marque le pas : les ouvertures de sites s'équilibrent désormais avec les fermetures, l'emploi et l'investissement reculent, et la part de notre tissu productif la plus exposée au coût de l'énergie et à la concurrence chinoise souffre.

Nos organisations, publiques et privées, partagent une conviction : la réindustrialisation est un effort de long terme, qui exige de la constance. Constance des politiques de compétitivité, d'abord, car une usine s'amortit sur vingt ans. Mobilisation des territoires, ensuite, où se jouent le foncier, les compétences et l'acceptabilité des projets. Engagement européen, enfin, pour que l'Union passe du diagnostic à l'action.

C'est le sens de ce baromètre : mesurer sans complaisance, pour agir avec détermination.

Antoine Saintoyant
Directeur de la Banque des Territoires

Nicolas Dufourcq
Directeur général de la Banque publique d'investissement – Bpifrance

Guillaume Basset
Directeur général délégué de Business France

Olivier Mousson
Président de la Société d'Encouragement pour l'Industrie Nationale – SEIN

Alexandre Saubot
Président de France Industrie

l'industrie française dans un monde fragmenté 01

Les chiffres clés 7

La nouvelle hiérarchie industrielle mondiale 8

Les déséquilibres du G7 9

Le second « choc chinois » 10

Une protection douanière partielle 11

R&D : la France loin du compte ? 12

IA : accélérer l'adoption 13

L'Europe passe-t-elle à l'acte ? 14

Le réarmement européen 15

L'investissement marque le pas 16

Témoignage de Audrey Baudet, COO de Wandercraft 17

La renaissance industrielle à l'épreuve 02

Les chiffres clés 19

Le temps du plateau 20

Mesurer le poids de l'industrie 21

Ouvre-t-on encore des usines ? 22

Une industrie à deux vitesses 24

Le reflux de l'emploi 25

Témoignage de Yann Pitollet, Directeur Général de Nord France Invest 26

Exporter et attirer 28

Datacenters : le défi électrique 29

Les conditions de la renaissance industrielle 03

Les chiffres clés 31

Les clés de la renaissance industrielle 32

La grande transmission 33

Le coût du travail qualifié 34

Témoignage de Pierre Luzeau, Président de la Fondation HCL 35

Impôts de production 36

Miser sur la montée en gamme 37

Le défi du foncier 38

Sécuriser les approvisionnements 40

Le coût de l'énergie 41

Décarboner : un effort réel 42

Réussir l'électrification 43

Robots et IA : un retard persistant 44

Regard des Français sur l'industrie 45

Consolider pour ne pas reculer 46

6 chantiers 47

Les dispositifs de soutien 49

L'INDUSTRIE À L'ÉPREUVE DU MONDE DE 2026

2025 aura été une année paradoxale pour l'industrie française. L'activité s'est maintenue : la production manufacturière a progressé de 1,2 % en volume, portée par les matériels de transport (+10,6 %), et la valeur ajoutée dépasse de 8 % son niveau de 2019. Mais l'élan de la réindustrialisation s'est essoufflé : le solde des ouvertures de sites est tombé à +1 en 2025 (contre +63 en 2024) avant de se redresser en 2026 (+28 à fin septembre selon Bpifrance), l'emploi manufacturier recule depuis la mi -2024 et l'investissement marque le pas.

Dans le même temps, le monde a changé de nature. Guerre commerciale américaine, surcapacités chinoises, réarmement européen, course aux centres de données, sécurisation des matières critiques : l'industrie n'est plus seulement un moteur de prospérité, elle redevient un instrument de souveraineté. Les annonces se multiplient (93 milliards d'euros à *Choose France*, premier prêt européen de défense SAFE, plans terres rares et électrification), mais elles doivent encore se transformer en usines et en emplois.

La France dispose d'atouts singuliers : une électricité décarbonée et excédentaire, une base industrielle de défense complète, une attractivité qui ne se dément pas, des start-up industrielles toujours plus nombreuses. Pour les faire fructifier, une condition s'impose : la constance des politiques de compétitivité, dans un contexte budgétaire et politique instable.

Cette quatrième édition du Baromètre mesure le chemin parcouru et celui qui reste à accomplir. Elle éclaire une industrie à deux vitesses, identifie les goulets d'étranglement et propose six chantiers pour les années qui viennent. La désindustrialisation est enrayée ; la réindustrialisation, elle, reste à gagner. Ensemble, tenons le cap !

L'INDUSTRIE FRANÇAISE DANS UN MONDE FRAGMENTÉ



01

© Lilliane Kujt – Prix de la photo «Un Autre Regard sur l'Industrie»

LES CHIFFRES CLÉS

En deux décennies, la Chine est passée d'environ 5 % à 30 % de la production manufacturière mondiale, entraînant une dépendance française aux importations de batteries produites en Chine, ainsi qu'aux produits issus des filières de l'électronique et de la chimie.

30 %

1er

Financé par les recettes du marché du carbone, le Fonds européen pour l'innovation soutient les technologies bas-carbone : la France en est le premier bénéficiaire en 2025, avec 14 projets lauréats.

Le 17 juin 2026, la France a signé un prêt européen SAFE (Security Action for Europe) de 15,1 Md€ qui vise à financer 29 projets d'armement et 6 de recherche et spatiaux pour renforcer la BITDE (Base Industrielle et Technologique de Défense Européenne). Au moins 65 % de la valeur des équipements doivent provenir de l'Union européenne.

15,1 milliards d'€

2,4 %

La part de la France dans les exportations mondiales de biens est tombée à 2,4 % en 2025, contre 3,1 % en 2019 et plus de 5 % au milieu des années 1990.

Le rapport Draghi préconise 750 à 800 Md€ d'investissements supplémentaires par an. Selon l'Institut Montaigne, 30 % de ses 567 recommandations ont été mises en œuvre.

750 milliards d'€

SOURCES : BANQUE MONDIALE, INSEE, EUROSTAT, DOUANES, COMMISSION EUROPÉENNE, GOUVERNEMENT

LA NOUVELLE HIÉRARCHIE INDUSTRIELLE MONDIALE

En deux décennies, la géographie mondiale de l'industrie s'est profondément reconfigurée. La Chine assure 30 % de la production manufacturière mondiale, contre 5 % au début des années 2000, tandis que l'Europe voit s'éroder ses positions dans plusieurs secteurs stratégiques.

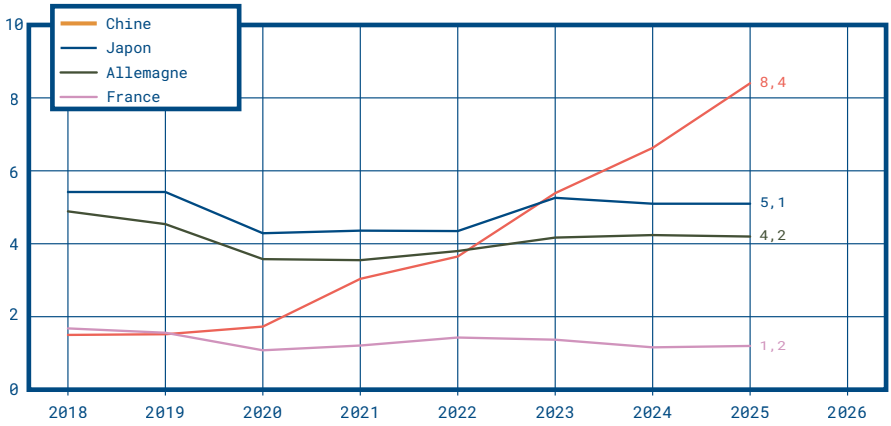
Un recul de la compétitivité européenne. La part de la France dans les exportations mondiales est passée de 3,1 % en 2019 à 2,4 % en 2025 ; celle de la zone euro de 23,3 % à 20,1 %.

Des dépendances stratégiques croissantes. L'Europe dépend de plus en plus de la Chine dans des filières critiques (batteries, véhicules électriques, électronique, chimie fine, composants), ce qui expose ses chaînes de valeur aux risques géopolitiques et d'approvisionnement.

L'automobile, symbole de la recomposition. La Chine est devenue le premier exportateur mondial de voitures : 8,4 millions d'unités en 2025, contre 1,5 million en 2019, quand l'Allemagne recule et que le Japon plafonne autour de 5 millions.

Exportations de voitures particulières (Chine, Japon, Allemagne), 2018-2025

EN M D'UNITÉ, PAR PAYS EXPORTATEUR

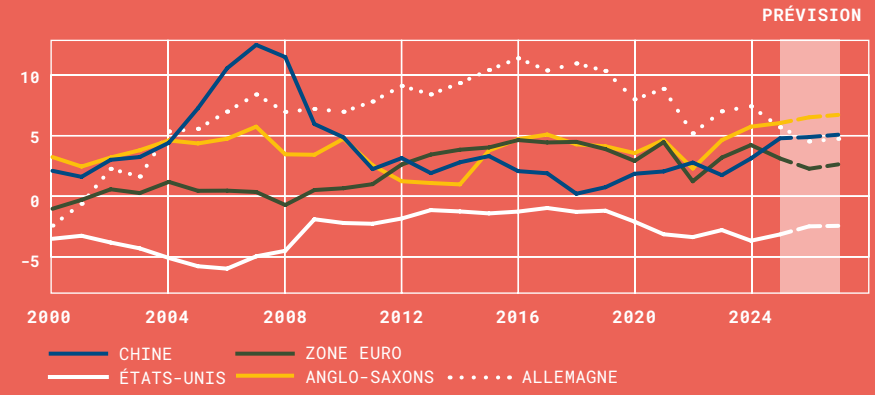


SOURCE : ONU COMTRADE

LES DÉSÉQUILIBRES DU G7

Soldes des transactions courantes

EN % DU PIB



SOURCES : OCDE (PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES)

La France préside le G7 en 2026 et a placé les déséquilibres économiques mondiaux au cœur du sommet d'Évian (15-17 juin), qualifiés d'« insoutenables ».

Trois asymétries structurelles. La Chine produit plus qu'elle ne consomme et écoule le surplus à l'étranger : son excédent courant atteint 3,8 % de son PIB en 2025. À l'inverse, les États-Unis consomment plus qu'ils ne produisent et absorbent l'épargne du reste du monde (déficit de 3,6 %), tandis que l'Europe exporte son épargne faute d'investir assez chez elle.

Une réponse commerciale coordonnée. Le G7, en mai 2026, a acté une action commune sur les pratiques non marchandes, les subventions excessives et la coercition sur les intrants critiques (terres rares, clauses de réciprocité).

Une ligne de crête diplomatique. Maintenir l'ancrage multilatéral du G7 sans basculer dans le protectionnisme unilatéral qui caractérise la politique commerciale américaine.

LE SECOND « CHOC CHINOIS »

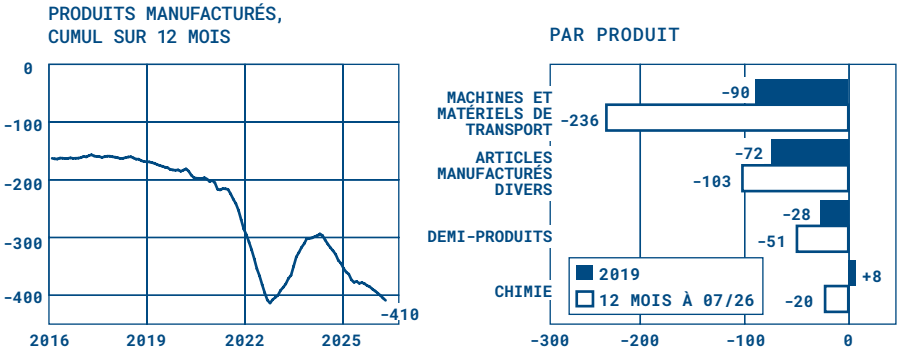
Deux décennies après l'entrée de la Chine dans l'OMC, un second choc frappe l'Europe : son déficit commercial avec la Chine en produits manufacturés a plus que doublé, de 182 Md€ en 2019 à 410 Md€ sur les douze derniers mois (jusqu'en juillet 2026).

Le cœur industriel en première ligne. Le déficit commercial de l'Europe avec la Chine en produits manufacturés a plus que doublé, de 182 Md€ en 2019 à 410 Md€ sur les douze mois à juillet 2026. Le déficit sur les machines de transport, lui, est passé de 90 à 236 Md€.

Un écart de compétitivité qui se creuse. Depuis le Covid, les prix à la production ont progressé de 30 % en Europe, quand ils sont restés stables en Chine ; l'avantage chinois s'appuie aussi sur des subventions étatiques, des crédits bonifiés et la maîtrise des terres rares.

Une France exposée. Le déficit français s'est creusé sur les biens d'équipement depuis 2019 : –19 Md€ pour l'informatique et l'électronique, –11 Md€ pour les équipements électriques (douanes, 12 mois à août 2026).

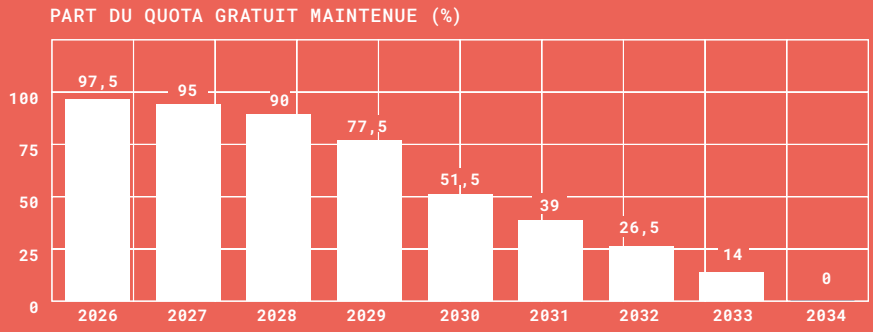
Le déficit avec la Chine a plus que doublé depuis 2019



SOURCE : EUROSTAT

UNE PROTECTION DOUANIÈRE PARTIELLE

Les quotas gratuits s'éteignent d'ici 2034



SOURCES : DIRECTIVE 2003/87/CE, ART. 10 BIS 1 BIS

Depuis janvier 2026, l'Europe fait payer aux importateurs le carbone contenu dans certains produits de base : c'est le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF), une « taxe carbone » à l'importation, à environ 75 € la tonne. En contrepartie, les industriels européens perdront progressivement leurs quotas gratuits de carbone d'ici 2034.

Une couverture partielle. Le mécanisme ne porte que sur l'acier, l'aluminium, le ciment, les engrais et l'hydrogène : 94 % des émissions contenues dans les produits importés par la France restent hors de son champ.

Un risque reporté sur l'aval. Le choc de coût à l'amont atteint 3 à 4 Md€ par an pour l'industrie française. Le MACF renchérit les intrants de l'automobile, des machines ou des équipements électriques, sans taxer les produits finis importés qui leur font concurrence.

Des exportations laissées de côté. Le nouveau système ne prévoit rien à l'export, ce qui pénalise l'amont comme l'aval hors d'Europe.

R&D : LA FRANCE LOIN DU COMPTE ?

Avec 1,44 % du PIB, la dépense de R&D des entreprises françaises reste loin de celle de l'Allemagne (2,1 %) et sous la moyenne européenne, malgré l'un des soutiens publics les plus importants d'Europe.

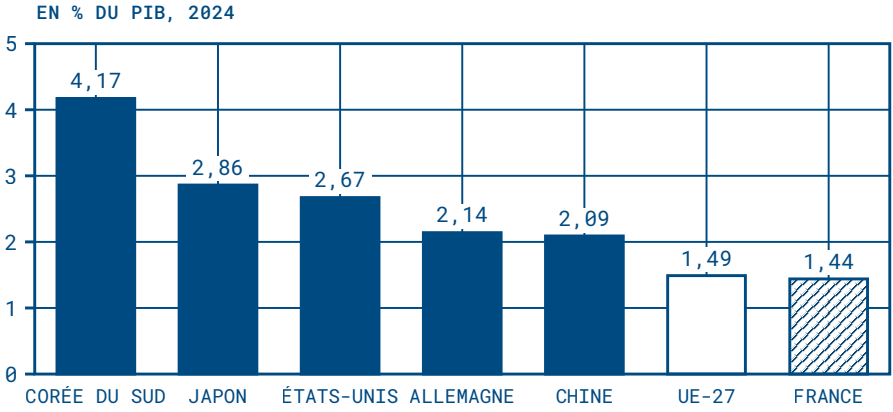
Un effet de structure. Selon la Cour des comptes (juillet 2026), si l'industrie pesait le même poids qu'en Allemagne, la dépense de R&D des entreprises atteindrait environ 2,4 % du PIB.

Un soutien public déterminant. Le crédit d'impôt recherche (7 à 8 Md€) réduit de 25 à 30 % le coût d'un chercheur et pèse dans les choix d'implantation des centres de R&D ; l'enjeu est désormais de mieux convertir cet effort en recherche privée et en innovation industrielle.

Des atouts à préserver. La France reste parmi les trois premiers pays européens pour la R&D et la première destination des investissements étrangers en la matière.

Transformer l'effort public en innovation. Les faibles marges des entreprises freinent leur R&D : l'enjeu est de faire de l'investissement public un levier d'innovation industrielle.

Dépenses de R&D des entreprises (DIRDE)*



SOURCE : OCDE MSTI, EUROSTAT, MESRE-SIES

*DÉPENSE INTÉRIEURE DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES

IA : ACCÉLÉRER L'ADOPTION

L'IA se diffuse progressivement dans l'industrie française.

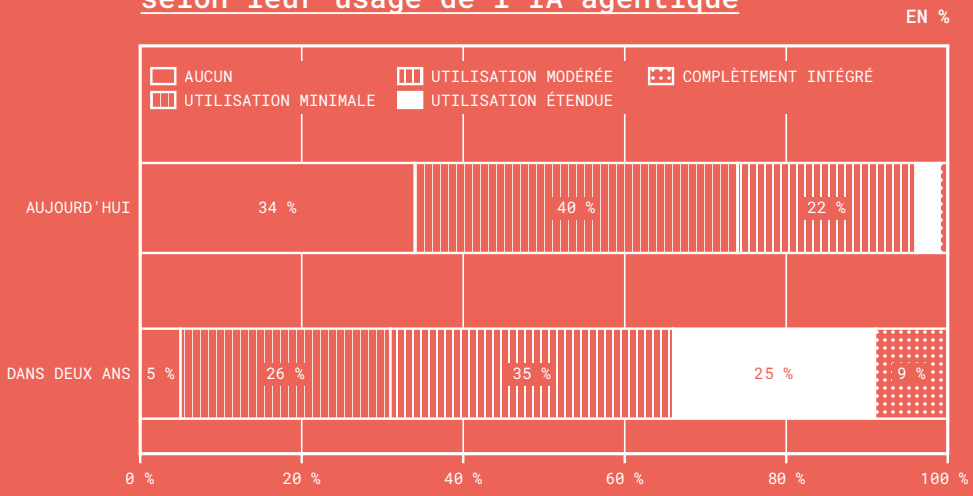
Une adoption encore partielle. 17 % des entreprises manufacturières l'utilisent en 2025, autant que la moyenne européenne, contre 24 % en Allemagne (Eurostat). 58 % des dirigeants de PME-ETI jugent l'IA vitale à trois à cinq ans, mais 57 % n'ont pas de stratégie dédiée.

L'IA agentique, prochaine étape. 26 % des organisations l'utilisent au moins modérément ; elles seraient 69 % dans deux ans, si les intentions se concrétisent.

Des usages d'optimisation. 94 % des usages visent l'optimisation des processus plutôt que de nouveaux produits, au risque de cantonner l'IA à la réduction des coûts.

Un accompagnement public. IA Booster France 2030 a accompagné plus de 15 000 entreprises ; le passage à l'échelle reste à réussir.

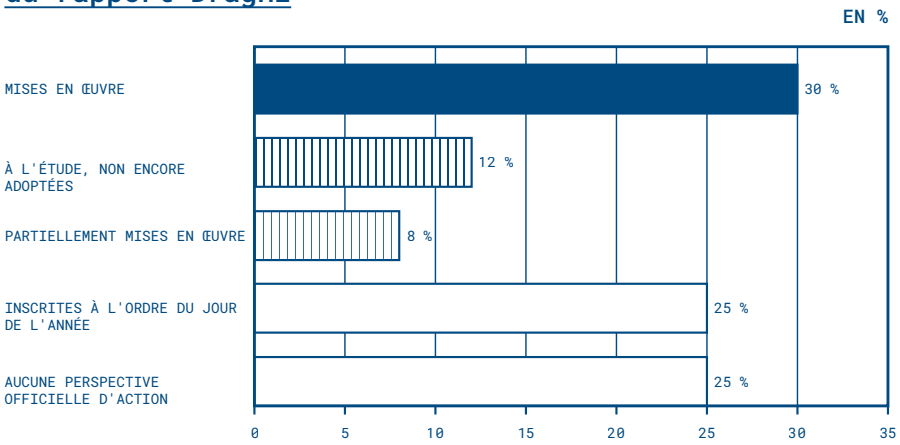
Part des organisations selon leur usage de l'IA agentique



SOURCE : DELOITTE, STATE OF AI IN THE ENTERPRISE, 2026 (ÉCHANTILLON FRANCE, N = 150)

L'EUROPE PASSE-T-ELLE À L'ACTE ?

État d'avancement des recommandations du rapport Draghi



SOURCE : INSTITUT MONTAIGNE (RECENSEMENT)

Deux ans après les rapports Draghi et Letta, le diagnostic est partagé et les instruments européens montent en puissance ; reste à passer du diagnostic à l'exécution.

Compétitivité. Selon l'Institut Montaigne, 30 % des 567 recommandations du rapport Draghi sont mises en œuvre, à peu près au rythme prévu.

Fonds pour l'innovation. La France est le premier bénéficiaire en 2025, avec 14 projets lauréats (hydrogène, batteries, captage du carbone).

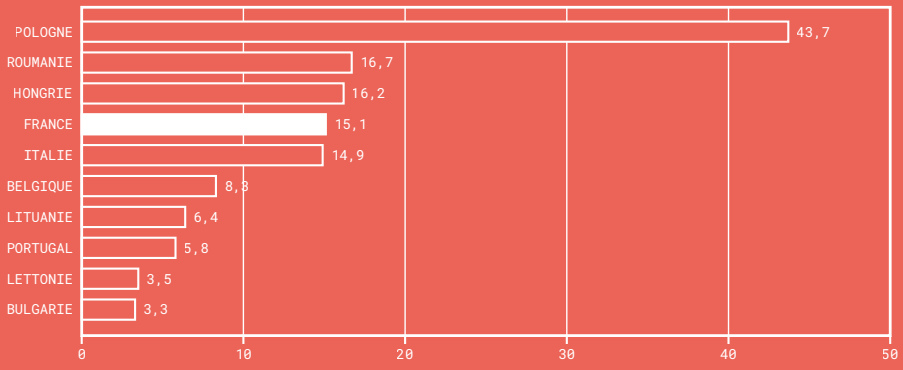
Instruments élargis. PIIEC, Net-Zero Industry Act (40 % de production locale des technologies vertes en 2030), Critical Raw Materials Act.

Le chaînon manquant. L'union des marchés de capitaux mobiliserait au profit de l'industrie l'épargne européenne, alors que 300 Md€ partent vers les États-Unis.

LE RÉARMEMENT EUROPÉEN

La France parmi les premiers bénéficiaires des prêts SAFE

PRÊTS ACCORDÉS, EN MILLIARDS D'EUROS (10 PREMIERS BÉNÉFICIAIRES SUR 19)



SOURCE : COMMISSION EUROPÉENNE, MARS 2026

Les dépenses de défense de l'UE ont atteint 418 Md€ en 2025 (2,2 % du PIB) et le plan ReArm Europe vise à mobiliser jusqu'à 800 Md€, dont 150 Md€ de prêts communs (SAFE). À Eurosatory, le 17 juin 2026, la France a montré que le basculement peut être opérationnel.

Programme SAFE (Security Action for Europe ou Agir pour la sécurité de l'Europe). 150 Md€ de prêts pour la défense : la Pologne arrive en tête (43,7 Md€), devant la Roumanie (16,7), la Hongrie (16,2, provisoire), la France (15,1) et l'Italie (14,9).

Une loi de programmation militaire (LPM) actualisée. +36 Md€ sur 2026-2030, portant les crédits de défense à 76,3 Md€ en 2030. L'arrêt, le 8 juin 2026, du volet avion du Système de combat aérien du futur (SCAF), programme franco-germano-espagnol, traduit une réorientation vers des coopérations plus sélectives.

Financeurs publics. La Caisse des Dépôts affiche une exposition de plus de 40 Md€ à l'écosystème de défense ; le fonds Bpifrance Défense, ouvert aux épargnants, a collecté plus de 100 M€.

Poids économique français. Environ 220 000 emplois, 4 500 entreprises, 2e exportateur mondial d'armement.

L'INVESTISSEMENT MARQUE LE PAS

Après une décennie de progression (près de +15 % entre 2016 et 2023), l'investissement manufacturier a reculé en 2024 et ne repart pas.

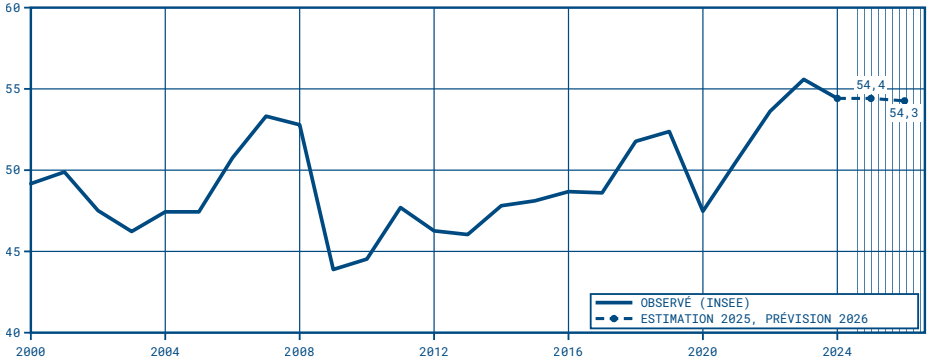
Une stagnation en 2025 et 2026. D'après les comptes trimestriels, l'investissement des entreprises en biens d'équipement et en construction recule, celui en services (R&D, logiciels) progresse à peine : l'investissement manufacturier serait stable en 2025 et reculerait de 0,2 % en 2026 (acquis à la mi-année).

Un investissement de plus en plus immatériel. Près de la moitié porte sur la R&D et les logiciels, un tiers sur les machines et équipements, le reste sur les bâtiments.

La remontée des taux, un risque. La hausse des taux d'intérêt renchérit le financement des projets et pèse sur des marges déjà comprimées. Le suramortissement « industrie 4.0 » prévu par le PLF (Projet de Loi de Finances) 2027 pour les PME et ETI (80 % pour les petites entreprises, 40 % pour les moyennes et les ETI, davantage en zone d'aide à finalité régionale selon les équipements) serait un signal utile, s'il est voté.

Formation brute de capital fixe de l'industrie manufacturière

EN MILLIARDS D'EUROS DE 2020



SOURCE : INSEE, COMPTES NATIONAUX BASE 2020 (COMPTES ANNUELS ET TRIMESTRIELS)

Sans production, il n'y a pas de conception intelligente.



Audrey Baudet

COO
de Wandercraft

350 robots

humanoïdes Calvin prévus
chez Renault dès 2027

Déploiement annoncé dans le cadre du partenariat entre Renault Group et Wandercraft.

Il y a quatre ans, on nous conseillait de concevoir en France et de faire produire en Asie. Nous avons fait l'inverse : en 2026, nous avons installé une usine de robots en plein Paris, sous le même toit que notre R&D. Car sans production pour tester les idées des ingénieurs, il n'y a pas de conception intelligente. Le modèle « fabless » des années 2000 l'a montré : quand la production part, la R&D finit par suivre.

Dans un monde fragmenté, réindustrialiser est une question de souveraineté. Elle passe aussi par des chaînes d'approvisionnement résilientes, pour qu'aucune pièce critique ne dépende d'un seul fournisseur ni d'une seule région du monde. Nos concurrents internationaux s'appuient sur la commande et l'investissement publics. L'Europe réagit avec le « Made in Europe » ; la France doit aller plus loin, en faisant de sa commande publique un levier pour ceux qui produisent sur son sol.

La robotique est l'un des moyens d'y parvenir : elle rend la production en France plus compétitive et soulage les métiers pénibles, là où la main-d'œuvre manque. À condition, elle aussi, d'être fabriquée ici, car celui qui contrôlera nos robots contrôlera une part de notre économie.

LA RENAISSANCE INDUSTRIELLE À L'ÉPREUVE



02

© Bertrand Marquet – Prix de la photo « Un Autre Regard sur l'Industrie »

LES CHIFFRES CLÉS

Selon la DG Trésor (8 juillet 2026), les financements de France 2030 (54 Md€, dont 42 Md€ engagés) pourraient élever le PIB de 0,4 à 0,6 point en 2030 et créeraient de 25 000 à 58 000 emplois.

+0,5 pt

93 milliards €

Choose France 2026 a battu tous les records : 93 Md€ d'investissements étrangers annoncés, plus que les huit éditions précédentes réunies.

Depuis 2019, la valeur ajoutée manufacturière a progressé de 8 %, mais les filières industrielles divergent : +30 % pour les matériels de transport, recul pour la chimie, la métallurgie et le papier.

+8 %

150

Portés par le crédit d'impôt industrie verte et les appels à projets Première usine, 150 projets d'usines sont en construction ou en préparation.

En 2025, le capital-investissement français a engagé 7,9 Md€ dans 693 entreprises industrielles, soit 42 % des montants investis.

42 %

SOURCES : INSEE, FRANCE INVEST, BUSINESS FRANCE, DG TRÉSOR, GOUVERNEMENT

LE TEMPS DU PLATEAU

L'élan de l'après-Covid passé, la réindustrialisation entre dans une phase de consolidation. La question est désormais de savoir si la France saura inscrire dans la durée une politique de l'offre, à commencer par une fiscalité de production comparable à celle de ses voisins.

Un socle réel construit depuis 2016. Plus de 90 000 emplois industriels nets ont été créés entre fin 2015 et mi-2024, après quinze années de recul presque ininterrompu. France 2030 a engagé 42 Md€ sur les 54 prévus, dont 18,1 Md€ effectivement décaissés au premier trimestre 2026, et 150 projets d'usines sont en construction ou en préparation. La valeur ajoutée manufacturière dépasse aujourd'hui de 8 % son niveau de 2019, mais l'emploi recule depuis la mi -2024 et l'investissement stagne, signe que le mouvement avance désormais au rythme des projets déjà engagés plutôt qu'à celui de nouvelles vagues d'implantation.

Une différenciation territoriale accentuée. La Nouvelle-Aquitaine (+19), l'Occitanie (+10) et Auvergne-Rhône-Alpes (+6) tirent la dynamique (soldes 2025 de la DGE), portées par l'aéronautique, la défense et les filières de la transition énergétique, quand les anciens bassins, où pèsent davantage les industries de base, reculent (Hauts-de-France –5, Bourgogne-Franche-Comté – 3).

Un différentiel fiscal persistant. Les impôts de production représentent 2,9 % du PIB en France, contre 1,4 % dans la zone euro et 0,7 % en Allemagne, pour l'ensemble des entreprises. À l'échelle du seul secteur industriel, l'écart de fiscalité de production est estimé à environ 20 Md€ par an. L'écart avec la moyenne de la zone euro représente environ 45 Md€ par an, un handicap qui pèse sur les comptes avant même le premier euro de bénéfice et qui s'ajoute aux surcapacités chinoises, au protectionnisme américain et au coût de l'énergie. La suppression de la CVAE, engagée en 2021 puis plusieurs fois reportée, reste inachevée.

La stabilité comme facteur de compétitivité. Les décisions industrielles s'engagent sur dix à vingt ans, et la volatilité fiscale et réglementaire pèse autant que les écarts de coûts dans le choix d'une implantation. À l'approche de l'élection présidentielle, mieux vaut préserver les dispositifs qui fonctionnent, du crédit d'impôt recherche aux procédures accélérées d'implantation, que multiplier des instruments nouveaux dont les industriels mettraient des années à s'approprier les règles.

MESURER LE POIDS DE L'INDUSTRIE

Le poids de l'industrie dépend aussi des conventions statistiques : selon le périmètre retenu, le diagnostic sur la désindustrialisation varie sensiblement.

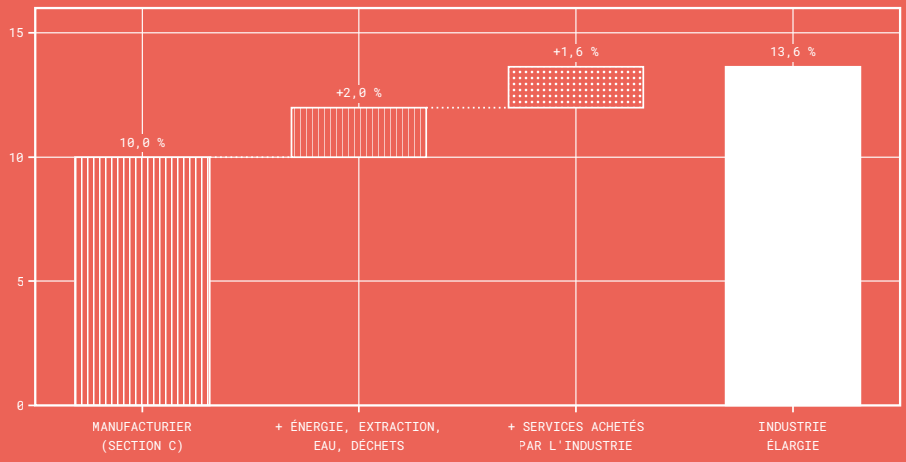
De 10 % à près de 14 % du PIB. En 2025, l'industrie manufacturière représente 10,0 % du PIB, l'industrie au sens large (énergie, extraction, eau et déchets) 12,0 %, et 13,6 % en ajoutant les services qu'elle achète directement (ingénierie, maintenance, logistique, intérim).

Une frontière mouvante. Centres de données, *cloud* ou ingénierie sont classés dans les services alors qu'ils contribuent directement à la performance industrielle.

Préciser la cible. Fixer un objectif de part de l'industrie dans le PIB n'a de sens qu'en précisant le périmètre : sinon, les évolutions peuvent refléter des changements de classement plutôt que de véritables transformations de l'appareil productif.

Le poids de l'industrie dépend du périmètre retenu

VALEUR AJOUTÉE, EN % DU PIB, 2025



SOURCE : INSEE (COMPTES NATIONAUX), EUROSTAT (TES 2022), CALCULS REXECODE

OUVRE-T-ON ENCORE DES USINES ?

Bpifrance recense les ouvertures et fermetures effectives de sites industriels. Après une année 2025 et un début d'année 2026 quasi stables, le solde net est reparti à la hausse au troisième trimestre 2026.

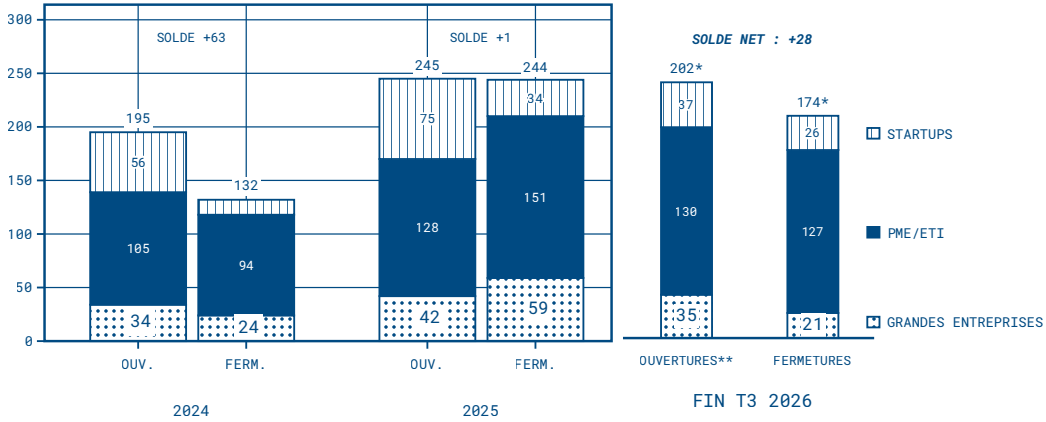
2025 : +1 site. 245 ouvertures pour 244 fermetures. Les start-up restent les principales créatrices nettes de sites (75 ouvertures pour 34 fermetures), tandis que les PME-ETI (128 pour 151) et les grands groupes (42 pour 59) ont fermé davantage de sites qu'ils n'en ont ouvert.

Fin septembre 2026 : +28 sites. Avec 202 ouvertures pour 174 fermetures, le solde s'améliore nettement. Les inaugurations dépassent leur niveau de la même période de 2025 et les PME-ETI redeviennent créatrices nettes de sites, malgré des fermetures en hausse.

Deux vitesses selon les secteurs. L'industrie verte (+23), la construction (+17) et la santé (+13) affichent les meilleures dynamiques, tandis que la mobilité et les transports (–18) et les industries conventionnelles (–11) perdent des sites.

Ouvertures et fermetures effectives de sites industriels

PAR TAILLE D'ENTREPRISE



SOURCE : BPIFRANCE, OBSERVATOIRE INDUSTRIE 2025 ET BILAN S1 2026

START-UPS INDUSTRIELLES

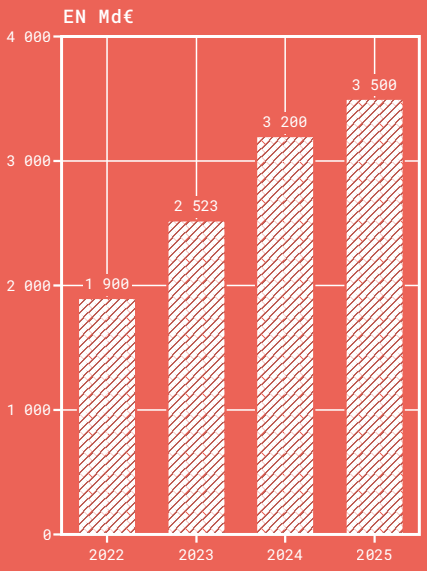
Le nombre de start-ups industrielles continue d'augmenter (3 500 fin 2025, contre 1 900 en 2022), mais à un rythme ralenti (+9 % en 2025, après +27 % en 2024).

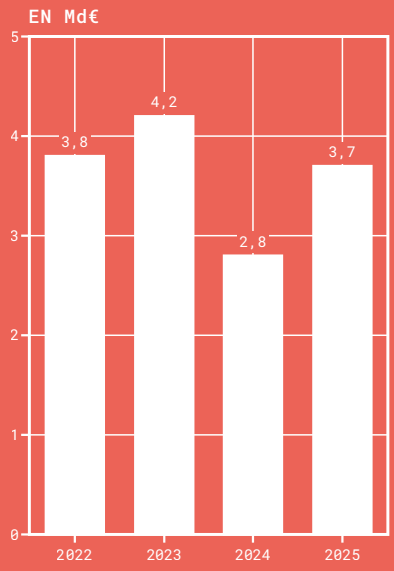
Des financements volatils. 3,7 Md€ levés en 2025 (43 % des fonds de la French Tech) après le repli de 2024, puis 1,94 Md€ au premier semestre 2026, porté par quelques très gros tours.

Un tissu ancré dans les territoires. Un tiers relèvent de la deeptech, la moitié de l'industrie verte, et 76 % sont implantées hors d'Île-de-France.

Le cap de la série, encore à franchir. Passer de la « première usine » à la production en série reste difficile : les fermetures de sites progressent et les défaillances touchent aussi des start-ups déjà industrialisées.

France : Nombre de start-ups / Montants levés





SOURCE : BPIFRANCE, OBSERVATOIRE DES START-UP, PME ET ETI INDUSTRIELLES, 11 MARS 2026

UNE INDUSTRIE À DEUX VITESSES

La moyenne cache tout : la valeur ajoutée manufacturière a progressé de 8 % depuis 2019, mais l'écart entre filières n'a jamais été aussi marqué.

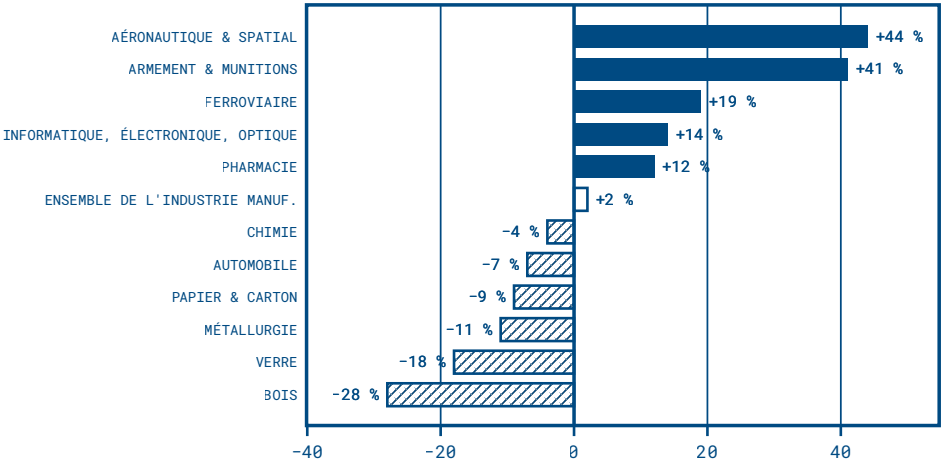
Des secteurs moteurs. La valeur ajoutée des matériels de transport a progressé d'environ 30 % depuis 2019. L'aéronautique, le naval, le spatial, le ferroviaire, le nucléaire et la défense bénéficient de carnets de commandes bien remplis.

Des filières sous pression. Chimie, métallurgie, plasturgie, papier et verre subissent le coût de l'énergie, une demande atone et la concurrence chinoise.

Une polarisation visible dans les implantations. Sur 2024-2025, l'industrie verte (+40), l'énergie (+33) et l'industrie 4.0 (+32) ouvrent bien plus de sites qu'elles n'en ferment, quand les biens de consommation (–48) et les industries lourdes (–36) reculent (Bpifrance).

Production en volume (IPI)

PREMIER SEMESTRE 2026 PAR RAPPORT À 2022, EN %



SOURCE : INSEE (INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE), CALCULS REXECODE

LE REFLUX DE L'EMPLOI

–13 000 emplois manufacturiers en moyenne en 2025 : ce chiffre marque la fin d'une séquence d'embauches nettes inédite depuis les années 1970 (+60 000 entre fin 2015 et mi-2024).

Un ajustement après l'après-Covid. L'emploi s'ajuste (2 816 000 salariés au deuxième trimestre 2026) tandis que la production progresse encore (+1,2 % en 2025) : la productivité se redresse.

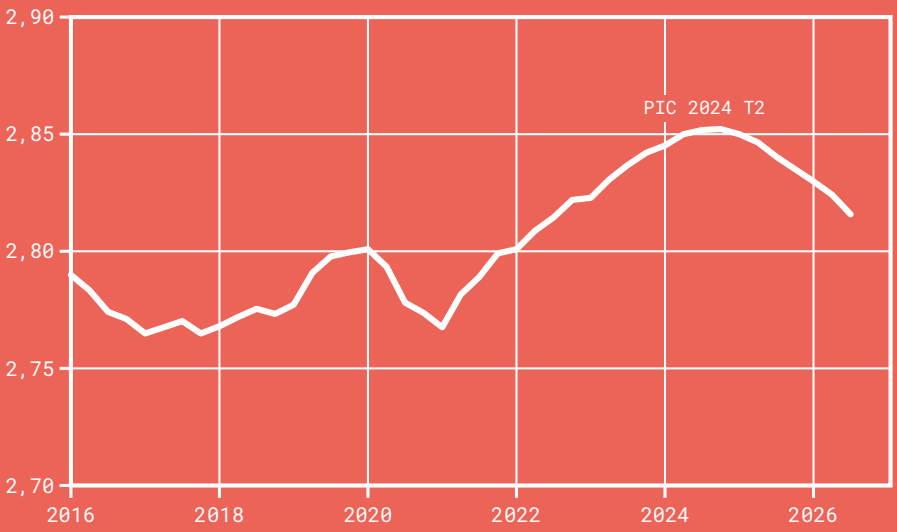
Des acquis préservés. L'emploi manufacturier reste supérieur d'environ 26 000 postes à son niveau de fin 2015.

Une meilleure résistance qu'en Allemagne. Depuis 2019, l'Allemagne a perdu 500 000 emplois industriels (Destatis) quand la France en créait.

Un signal à surveiller. Tant que la production progresse, le repli traduit surtout des gains de productivité ; s'il se prolongeait, il signalerait un affaiblissement de la base industrielle.

Emploi salarié de l'industrie manufacturière

EN MILLIONS, CVS (CORRECTION DES VARIATIONS SAISONNIÈRES), FIN DE TRIMESTRE



SOURCE : INSEE (ESTIMATIONS D'EMPLOI)

Une annonce n'est pas une usine



Yann Pitollet

Directeur Général
de Nord France Invest

« En dix ans, les Hauts-de-France ont changé de catégorie. Les industriels le savent : c'est un terrain éprouvé, où les projets vont au bout. Après la batterie, nous construisons la vallée de l'IA. Mais une annonce n'est pas une usine. Notre enjeu n'est plus seulement d'attirer, c'est de livrer. Pour un centre de calcul comme pour un site industriel, tout se joue sur les mêmes fronts : une puissance électrique raccordée dans des délais compatibles avec le calendrier du projet, un foncier prêt à l'emploi, en grande partie sur nos friches, et des compétences formées avant la montée en cadence. Nous partons avec une électricité décarbonée à 95 % et la capacité de raccorder un grand projet en trois ans. Ces délais, aucun acteur ne les tient seul. Notre force, c'est de travailler en mode projet, État, Région, collectivités, opérateurs publics et industriels autour de la même table, dès la conception. Ces centres de calcul seront pour nos entreprises ce qu'ont été une gare ou un aéroport : un équipement qui profite à tous les secteurs. Avec la vallée de l'IA, c'est toute l'économie régionale qui monte en gamme. »

1 486
projets d'IDE annoncés entre 2016 et 2025

62 056
emplois créés et maintenus sur la période

1re
région française pour les emplois industriels issus des IDE

26 972 **emplois industriels**
générés par **548 projets** en production/réalisation

+81 %
de projets annoncés en 2025 par rapport à 2016

61 **projets industriels annoncés,** → représentant près de → **2 000** **emplois**

SOURCE : NORD FRANCE INVEST

Focus région : Hauts-de-France

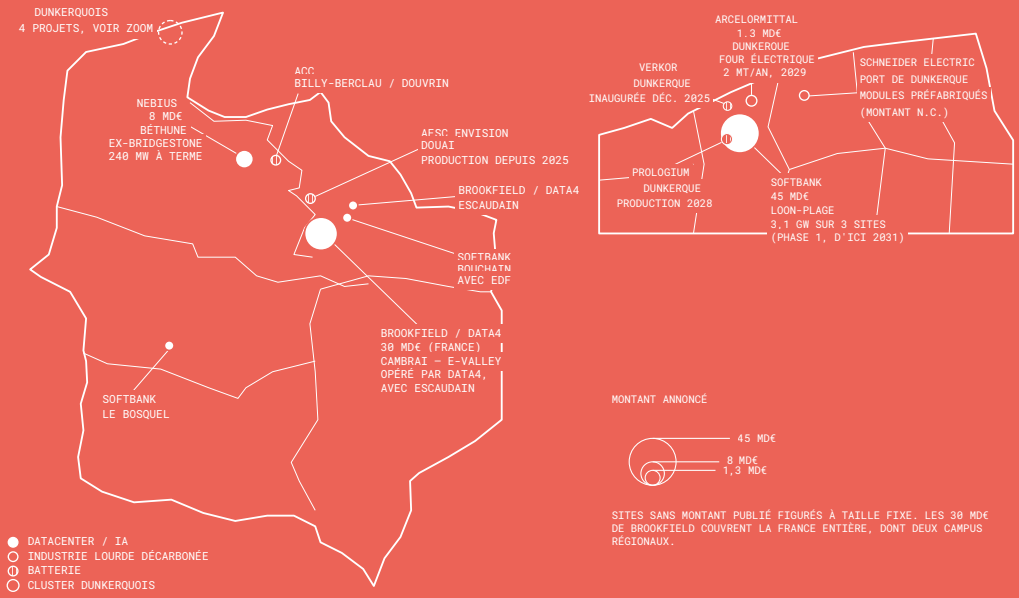
Nulle part ailleurs les promesses et les tensions de la réindustrialisation ne se concentrent autant : la région accueille les plus grandes annonces d'implantation futures du pays et enregistre un solde d'ouverture/fermeture négatif.

Les méga-annonces. SoftBank (45 Md€), Brookfield (30 Md€ à Cambrai) et Nebius (8 Md€ à Béthune), alors que la région affiche un solde de –5 sites en 2025 (DGE).

Dunkerque, capitale de l'industrie lourde décarbonée. Four électrique d'ArcelorMittal (1,3 Md€), modules pour centres de données de Schneider, vallée de la batterie (Verkor, ProLogium).

Le foncier et le réseau électrique. Près de 10 000 ha de friches à recycler ; l'accès au réseau électrique devient un facteur d'attractivité.

Solde net d'ouvertures et d'extensions d'usines dans les Hauts-de-France en 2025

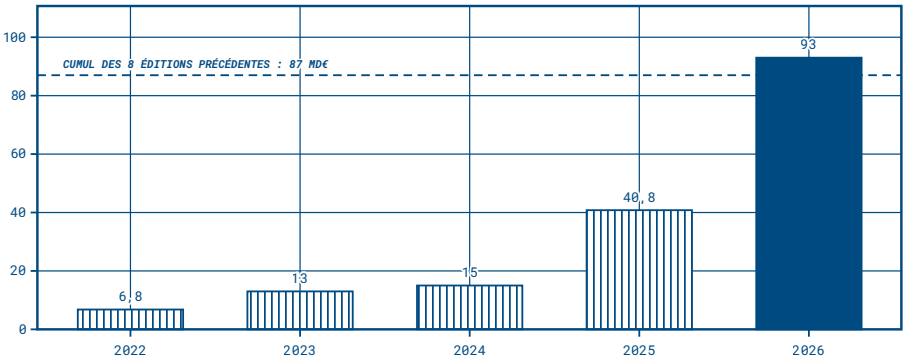


SOURCE : *CHOOSE FRANCE* 2026, DGE, ANNONCES DES ENTREPRISES

EXPORTER ET ATTIRER

Choose France : investissements annoncés lors du sommet

EN MILLIARDS D'EUROS



SOURCE : ÉLYSÉE, BUSINESS FRANCE (*CHOOSE FRANCE*)

Les exportations se redressent et l'attractivité reste élevée. La France demeure, depuis sept ans, la première destination européenne des investissements étrangers, même si le déficit commercial demeure profond.

Un commerce extérieur qui se redresse. Les exportations progressent de 2,5 % en 2025, portées par l'aéronautique, et le déficit des biens se réduit à −69 Md€ (≈ 2,3 points de PIB).

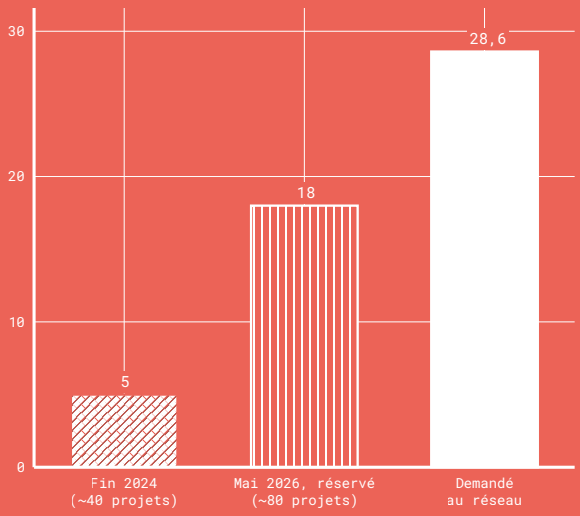
Une attractivité qui ne faiblit pas. 1 878 décisions d'investissement étranger en 2025 (47 734 emplois), dont 833 dans l'industrie ; 48 reprises de sites ont sauvé 5 249 emplois (Source : Business France).

Choose France 2026. 93 Md€ annoncés pour 71 projets et plus de 15 000 emplois, davantage que les huit éditions précédentes réunies ; l'intelligence artificielle en est la première destination.

DATACENTERS : LE DÉFI ÉLECTRIQUE

Puissance de raccordement des datacenters au réseau de transports

EN GW



SOURCE : RTE, DGE

En deux ans, les centres de données sont devenus une filière industrielle, consommatrice de foncier, d'électricité et de capitaux. La contrainte n'est plus seulement le foncier, mais le raccordement.

L'ampleur. *Choose France* 2026 prolonge le Sommet IA de février 2025 et ancre la filière dans les Hauts-de-France : SoftBank y annonce 45 Md€, extensibles à 75 Md€.

La contrainte réseau. Près de 18 GW de capacités réservées sur le réseau de RTE pour environ 80 projets en mai 2026, contre 5 GW fin 2024, pour une puissance recherchée par la filière de 28,6 GW. La consommation actuelle (environ 10 TWh, 2 % du total de la consommation annuelle en France) est appelée à croître fortement.

L'exécution. Une procédure accélérée, dite *fast-track*, concerne six sites (deux en Île-de-France et quatre dans les Hauts-de-France), dont quatre déjà attribués ; le premier contrat, signé en janvier 2026 pour le campus de Fouju, prévoit une montée de 240 MW à 1 400 MW.

LES CONDITIONS DE LA RENAISSANCE INDUSTRIELLE



© Dimitri Tolstoï

03

LES CHIFFRES CLÉS

Les impôts de production payés par les sociétés représentent 2,9 % du PIB en France en 2024, deux fois plus que dans la zone euro (1,4 %) et quatre fois plus qu'en Allemagne (0,7 %).

2,9 %

600 000

Avec sa feuille de route du 20 avril 2026, l'État prévoit 600 000 recrutements durables afin d'assurer la pérennité des activités industrielles face au mur démographique.

Près de 500 000 dirigeants pourraient céder leur entreprise d'ici 2030 ; jusqu'à 3 millions d'emplois sont concernés, et 19 % des dirigeants industriels ont déjà 60 ans ou plus.

500 000

85 %

La Chine concentre 85 % de la séparation mondiale des terres rares ; le plan de résilience européen nommé Critical Raw Materials Act (23 mai 2024) plafonne à 65 % la dépendance européenne à un seul pays tiers.

L'excédent exportateur d'électricité de la France a atteint un record de 92 TWh en 2025, pour un solde de 5,4 Md€ : un atout décisif pour électrifier l'industrie.

92 TWh

SOURCES : EUROSTAT, DOUANES, DGE, COMMISSION EUROPÉENNE, GOUVERNEMENT

LES CLÉS DE LA RENAISSANCE INDUSTRIELLE

Soutenir les projets ne suffit plus : il faut lever les obstacles structurels (compétences, fiscalité, foncier, eau, énergie, réglementation) dans un environnement où agir vite est devenu un facteur de compétitivité.

Des atouts à préserver. La France peut compter sur une électricité largement décarbonée et excédentaire, des infrastructures performantes et un écosystème de recherche et d'ingénierie de haut niveau.

Simplifier le cadre normatif. La simplification est devenue une nécessité partagée : l'État a identifié 150 projets industriels stratégiques, de la défense aux centres de données en passant par les batteries, qui bénéficient d'un suivi renforcé en vue de leur accélération, dans les mêmes conditions réglementaires que les autres projets.

Transmettre et former. Près de 500 000 dirigeants pourraient céder leur entreprise d'ici 2030, et l'État vise 600 000 recrutements durables dans l'industrie : la démographie devient une contrainte de premier ordre.

Alléger et monter en gamme. Les impôts de production pèsent 2,9 % du PIB, deux fois plus que dans la zone euro, et le coût du travail qualifié reste élevé ; la compétitivité hors prix doit prendre le relais.

Sécuriser et énergiser. 81 % des intercommunalités ont renoncé à des projets faute de foncier, la Chine contrôle 85 % de la séparation des terres rares, et l'électricité ne couvre que 37 % de l'énergie consommée par l'industrie : foncier, approvisionnements et électrification conditionnent la suite.

LA GRANDE TRANSMISSION

La vague de départs de dirigeants fait de la transmission un sujet macroéconomique, et un angle mort des politiques industrielles.

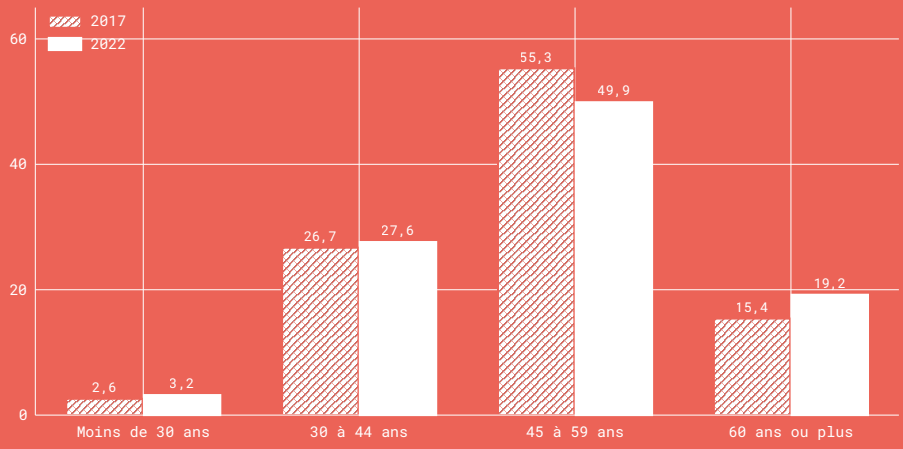
Un mur démographique. Près de 500 000 dirigeants pourraient céder leur entreprise d'ici 2030 (jusqu'à 3 millions d'emplois concernés). Dans l'industrie, 19 % des dirigeants non salariés ont 60 ans ou plus, contre 15 % cinq ans plus tôt (Insee, 2022).

Un marché vivace mais insuffisant. 37 000 cessions-transmissions en 2024 ; les entreprises transmises sont plus pérennes que les créations.

Sécuriser le pacte Dutreil. Ce qui se transmet avec l'entreprise, ce sont des emplois et un capital qui ne se dispersent pas, alors que la France manque de grandes entreprises familiales. Le PLF 2027 propose un pacte « Papin » pour faciliter la transmission aux salariés.

Répartition des dirigeants non salariés de l'industrie en France par âge

EN %

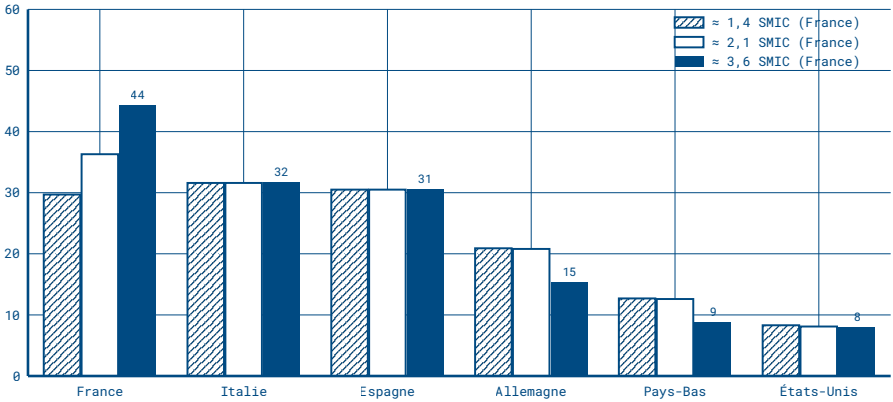


SOURCE : INSEE (EMPLOIS ET REVENUS DES INDÉPENDANTS, ÉD. 2020 ET 2025)

LE COÛT DU TRAVAIL QUALIFIÉ

Cotisations patronales et taxes sur les salaires

EN % DU SALAIRE BRUT, 2025



SOURCE : OCDE (LES IMPÔTS SUR LES SALAIRES 2026), CALCULS REXECODE

La pression socio-fiscale, très faible au SMIC, grimpe plus vite que partout ailleurs au-delà de 1,4 SMIC, précisément là où se concentre la masse salariale industrielle.

Un écart qui se creuse avec le salaire. Pour un salarié payé 3,6 SMIC, l'employeur acquitte 44 % du salaire brut en prélèvements en France, contre 15 % en Allemagne et 9 % aux Pays-Bas (OCDE, 2025).

Une industrie particulièrement exposée. Le surcoût atteint 10 points au-delà de 2,5 SMIC ; 58 % de la masse salariale industrielle est concernée dans les secteurs étudiés.

Un coût horaire élevé. 44,7 € en France en 2025, contre 34,7 € en moyenne dans l'Union européenne (Eurostat).

Ce que coûte un salaire. Au salaire moyen (2,1 SMIC), 100 € nets versés au salarié coûtent 172 € à l'employeur, et 182 € pour un cadre payé 3,6 SMIC.

LE CHANTIER DES COMPÉTENCES

L'État s'est doté le 20 avril 2026 d'une feuille de route nationale pour répondre au mur démographique : 600 000 recrutements durables visés dans l'industrie.

Un paradoxe. 211 000 projets de recrutements industriels en 2026 (enquête BMO), une part élevée jugée difficile et 61 000 emplois industriels non pourvus fin 2025, alors que près de la moitié des jeunes formés aux métiers de l'industrie ne poursuivent pas leur carrière dans le secteur.

France Travail en première ligne. Immersions, jobdatings, recrutements sans CV, entrées en formation vers les métiers industriels.

600 000

recrutements durables visés dans l'industrie par la feuille de route nationale du 20 avril 2026



Pierre Luzeau

Président de la Fondation HCL
Membre du conseil de surveillance de Seqens

« L'avenir de notre industrie, ce sont d'abord des femmes et des hommes passionnés ! Pour eux, allégeons le coût du travail qualifié pour attirer et retenir les talents sur nos territoires. Ouvrons grand nos usines aux jeunes générations, sanctuarisons l'apprentissage et donnons aux diplômés l'envie de nous rejoindre et de bâtir leur avenir dans nos ateliers et dans nos laboratoires. En adaptant formations et soutiens publics aux besoins du terrain, nous ferons des compétences le cœur qui bat de notre souveraineté industrielle. »

IMPÔTS DE PRODUCTION

L'agenda s'articule autour de deux mesures : abroger la CVAE* résiduelle, dont la suppression est repoussée à 2030, et engager l'extinction de la C3S.**

Un écart massif. Les impôts de production payés par les sociétés atteignent 2,9 % du PIB en France en 2024, plus du double de la zone euro (1,4 %) et quatre fois le niveau allemand (0,7 %).

Un impôt sans lien avec le profit. L'assiette frappe les moyens de production (foncier, CFE) et pèse sur l'industrie capitalistique même en l'absence de bénéfice.

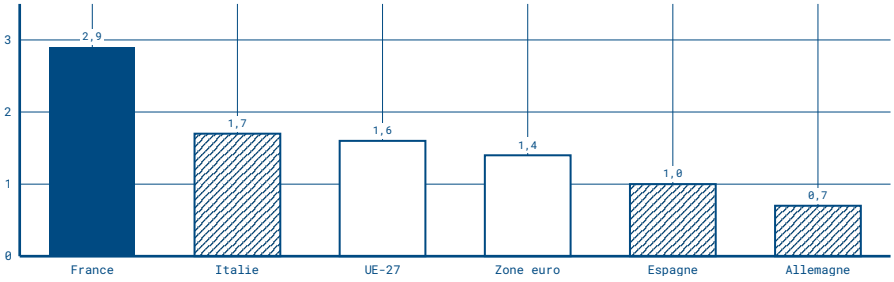
La C3S en ligne de mire. La contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S) est assise sur le chiffre d'affaires, et non sur le bénéfice, et se cumule à chaque étape de production. Le Conseil des prélèvements obligatoires (septembre 2025) recommande de la supprimer en priorité ; sa suppression, votée lors du PLFSS 2026, a été annulée.

Un impact lourd sur l'attractivité et l'investissement. En pesant directement sur l'outil de production et les moyens d'exploitation avant même la réalisation du moindre bénéfice, ces prélèvements constituent le premier niveau d'une chaîne de fiscalité en amont. Selon l'étude Asterès/METI (octobre 2026), ce cumul ramène la richesse réellement disponible pour l'investisseur à un niveau critique : le taux de taxation effectif global sur un investissement en ETI atteint 68 % (intégrant impôts de production, IS et cotisations), soit plus du double de la *flat tax* affichée (31,4 %). Ce niveau de prélèvement illustre un décrochage net par rapport au reste de l'Europe, où la fiscalité globale des entreprises est inférieure de 25 % à la moyenne française.

*Contribution Sociale de Solidarité des Sociétés
**Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises

Europe : Impôts sur la production payés par les sociétés

EN % DU PIB, 2024



SOURCE : EUROSTAT (COMPTES NATIONAUX PAR SECTEURS), CALCULS REXECODE

MISER SUR LA MONTÉE EN GAMME

Le paradoxe compétitif français, mesuré par l'enquête SKEMA-Rexecode auprès des importateurs européens : des produits jugés excellents, mais trop chers.

Un positionnement au milieu du gué. La France se classe 4e sur le hors-prix, derrière l'Allemagne, le Japon et l'Italie, mais 6e sur le prix et 6e sur le rapport qualité-prix.

Un handicap ciblé. Il se concentre sur les biens intermédiaires et les équipements mécaniques, précisément les segments attaqués par la concurrence chinoise.

Investir la valeur. Trop chère pour rivaliser sur le prix, pas assez différenciée pour imposer ses prix, l'offre française doit monter en gamme tout en maîtrisant ses coûts.

France : Des produits jugés excellents mais trop chers

Rang	Prix	Rapport qualité-prix	Hors-prix
1	Chine	Allemagne	Allemagne
2	Asie	Chine	Japon
3	PECO	Asie	Italie
4	Italie	Italie	France
5	Espagne	Japon	États-Unis
6	France	France	Royaume-Uni
7	Allemagne	PECO	Chine
8	Royaume-Uni	Espagne	Espagne
9	Japon	Royaume-Uni	PECO
10	États-Unis	États-Unis	Asie

SOURCE : ENQUÊTE COMPÉTITIVITÉ SKEMA-REXECODE 2026

LE DÉFI DU FONCIER

La disponibilité foncière, et, de plus en plus, l'accès à l'eau, s'imposent comme les premiers facteurs limitant l'implantation industrielle.

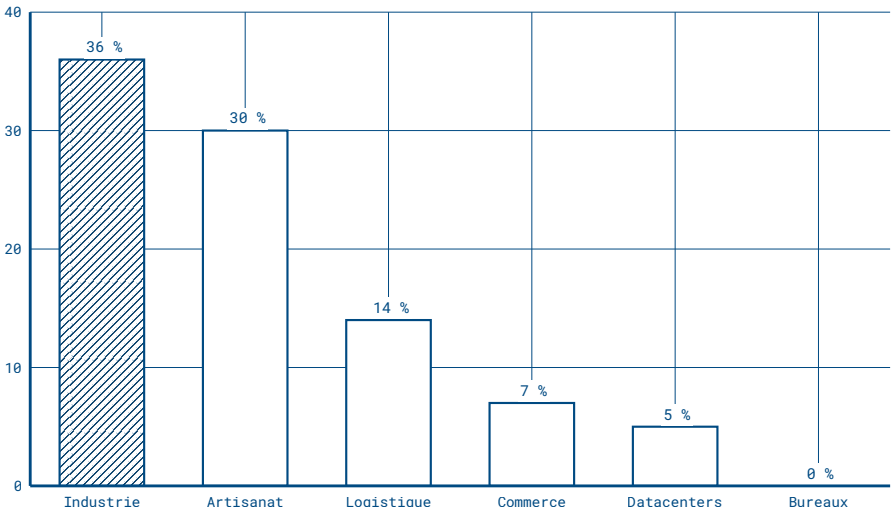
Une disponibilité inégalement répartie. En 2025, 81 % des intercommunalités ont dû renoncer à des projets faute de terrain disponible, contre 67 % en 2022 ; l'industrie concentre 36 % des besoins et une saturation des zones d'activité est possible dès 2027.

Recycler les friches. Réhabiliter d'anciens sites industriels permet d'accueillir des usines sans consommer de terres agricoles : la Cour des comptes chiffre à 22 000 ha le foncier à mobiliser d'ici 2030.

Des leviers. La Banque des Territoires via la cartographie, ingenieries (Territoires d'industrie, Foncier+ et Friches+), et financements (prêt et investissement).

France : Répartition des besoins fonciers par les Intercommunalités

EN % (2025)



SOURCE : INTERCOMMUNALITÉS DE FRANCE, CEREMA, BANQUE DES TERRITOIRES

Territoires d'industrie : un maillage utile, une réelle dynamique dans les territoires

> **Pendant que les indicateurs nationaux marquent le pas, l'ingénierie territoriale continue de produire.**

La dynamique se poursuit.

158 **chefs de projet** en poste ainsi que **14 coordinateurs** régionaux,

4,1 **millions d'euros d'ingénierie** engagés par l'ANCT depuis novembre 2023 (près de 70 territoires accompagnés).

300 **projets industriels** lauréats de l'enveloppe « Territoires d'industrie en transition écologique » du Fonds vert représentant **1,18 Md€ d'investissement** pour environ **3 700 créations d'emplois** potentiels.

Par ailleurs, le nombre d'actions proposées par les Territoires d'industrie ne cesse d'augmenter depuis novembre 2023, avec plus de 3 800 actions suivies aujourd'hui contre 2 150 au lancement du temps II, illustrant la dynamique projet dans les territoires labélisés.

LE LABEL SITES CLÉS EN MAIN

Opérationnel depuis avril 2026, le label rénové renforce l'identification et la valorisation des sites industriels prêts à accueillir de nouvelles activités. Il garantit une offre foncière plus lisible, un suivi renforcé et des procédures anticipées. Pour les EPCI, il s'agit d'une véritable outil de valorisation de leur territoire. Pour les industriels, le label garantit une installation rapide et dé-risquée pour des délais d'implantation réduits.

13
sites labellisés en 2026

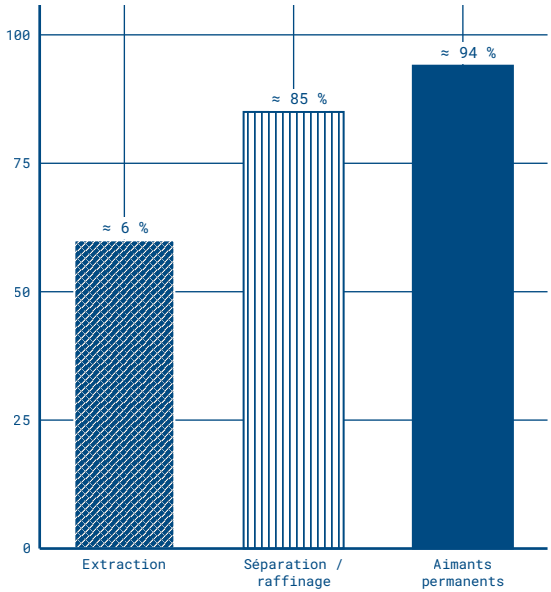
389 ha
de foncier prêt à l'emploi

+100
sites visés d'ici fin 2027

SÉCURISER LES APPROVISIONNEMENTS

Part estimée de la Chine dans la production mondiale

EN %



SOURCE : AIE, COMMISSION EUROPÉENNE

La gestion des dépendances devient une composante de la politique industrielle. Le 5 mai 2026 à Lacq, l'État a présenté le premier plan national consacré aux terres rares et aux aimants permanents :

Le constat. La Chine assure près de 60 % de l'extraction mondiale des terres rares et environ 85 % de leur séparation ; ses restrictions à l'exportation de 2025-2026 ont exposé la vulnérabilité de l'aval européen.

La réponse. Un plan en neuf mesures pour sécuriser les approvisionnements et développer la production française, avec 180 M€ de soutien public pour 600 M€ d'investissements, dont 106 M€ pour l'usine Caremag à Lacq. Solvay, qui étend son site de La Rochelle, vise 30 % du marché européen.

Des objectifs de production pour 2030. Produire en France de quoi couvrir 10 % de la demande mondiale de terres rares lourdes, 25 % des besoins européens en terres rares légères et la moitié des aimants européens.

LE COÛT DE L'ÉNERGIE

Les prix européens de l'énergie ont reflué depuis le pic de 2022-2023, sans revenir à leur niveau d'avant la crise ni rattraper ceux des concurrents de l'Europe.

Un écart persistant avec les États-Unis. En 2025, l'électricité industrielle coûte 162 € le MWh en moyenne dans l'Union contre 74 aux États-Unis, et le gaz 51 € contre 15.

La France a retrouvé son avantage électrique au niveau européen. 125 € le MWh en 2025 (124 € au premier semestre 2026), grâce à une production décarbonée à plus de 95 % moins exposée au prix du gaz ; sur le gaz, son avantage est mince.

Le carbone s'ajoute à l'écart. Environ 75 € la tonne de CO2 pour un industriel européen, zéro pour son concurrent américain au niveau fédéral.

Prix de l'énergie pour l'industrie

MOYENNES ANNUELLES, EN EUROS PAR MWh, HORS TVA



SOURCE : EUROSTAT (UE, FRANCE), EIA (ÉTATS-UNIS),BCE (CHANGE), CALCULS REXECODE

DÉCARBONER : UN EFFORT RÉEL

Depuis 1990, l'industrie française produit davantage en consommant moins d'énergie et en émettant deux fois moins de gaz à effet de serre.

Un découplage net. Depuis 1990, la valeur ajoutée manufacturière en volume a progressé de 63 %, quand la consommation d'énergie de l'industrie a reculé de 24 % et ses émissions de gaz à effet de serre de 54 % (Eurostat, SDES et Citepa, 2025).

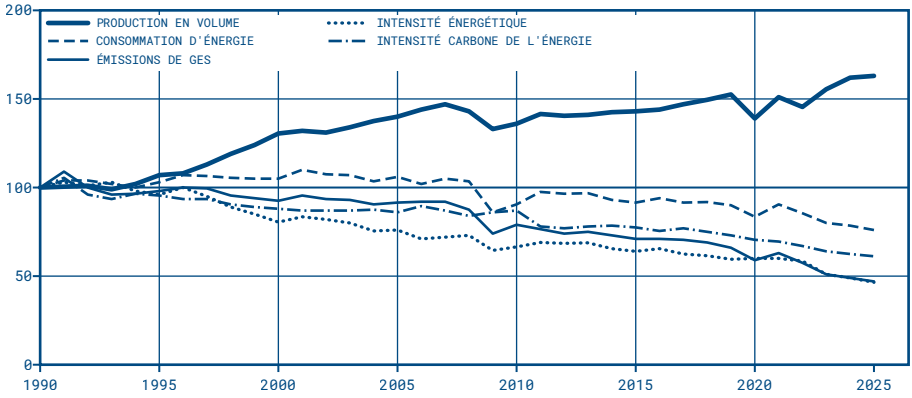
Deux leviers complémentaires. Entre 2010 et 2024, l'efficacité énergétique explique 55 % de la baisse de la consommation d'énergie ; sur les émissions, la sortie du charbon et du fioul a le plus compté.

Produire en France, un levier climatique. Un euro produit en France émet 56 % de moins qu'un euro importé.

Un soutien public. 3,4 Md€ d'aides à la décarbonation sur 2020-2024 ; 73 projets agréés au crédit d'impôt industrie verte, portant 22 Md€ d'investissements d'ici 2030.

L'industrie, produit plus en émettant moins

INDICE BASE 100 EN 1990



SOURCE : EUROSTAT, SDES, CITEPA

RÉUSSIR L'ÉLECTRIFICATION

Le plan d'électrification français du 23 avril 2026 prévoit 22 mesures et 4,5 Md€ supplémentaires par an ; le schéma de développement du réseau de RTE prévoit de l'ordre de 100 Md€ sur quinze ans pour adapter le réseau de transport. L'électricité ne couvre encore que 37 % de l'énergie consommée par l'industrie en 2025 (SDES).

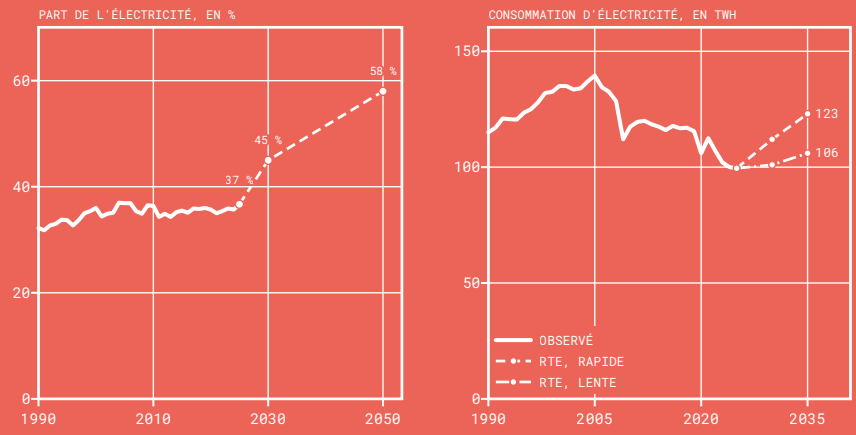
1. Raccorder vite. Plus de 200 projets industriels, pour près de 33 GW, soit environ trois fois la consommation actuelle de l'industrie, attendent un raccordement au réseau haute tension (RTE). La simplification des procédures doit permettre d'absorber cette demande, que RTE arbitrera selon le principe « premier prêt, premier servi ».

2. Un prix compétitif et prévisible. Électrifier un procédé, c'est immobiliser du capital pour quinze ou vingt ans : la visibilité sur les prix compte autant que leur niveau.

3. Un environnement d'ensemble. L'avantage électrique ne suffit pas : une décision d'investissement dépend aussi de la fiscalité et du foncier, où la France reste en retrait.

Consommation finale d'énergie de l'industrie

POINTILLIÉS : TRAJECTOIRES PUBLIÉES



SOURCE : EUROSTAT, SDES (2025), SNBC 3, RTE (BILAN PRÉVISIONNEL 2025)

ROBOTS ET IA : UN RETARD PERSISTANT

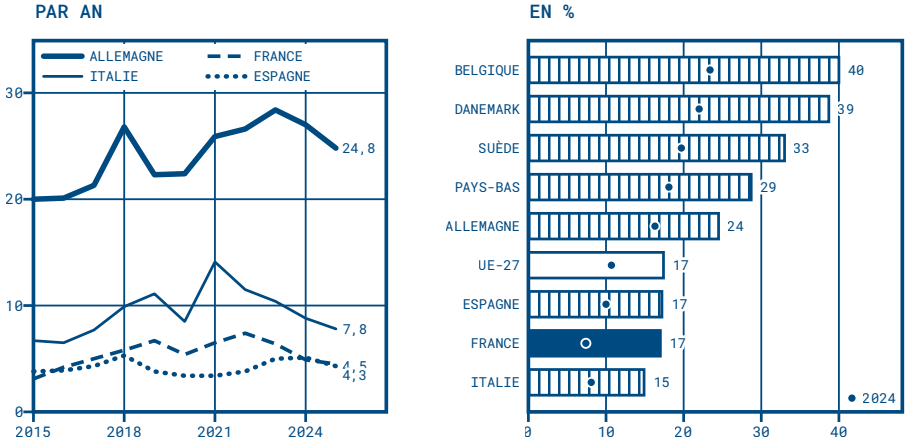
Face au recul démographique, la robotisation, l'industrie 4.0 et l'IA en production deviennent des conditions de la réindustrialisation.

Moins de robots installés. 4 474 robots installés en France en 2025, contre 7 380 en 2022, soit 7 % du marché européen, quand l'Allemagne en installe 24 800 et l'Italie 7 800 (IFR). Avec 195 robots pour 10 000 salariés, la densité française reste deux fois inférieure à celle de l'Allemagne.

L'IA progresse, sans rattrapage. 17 % des entreprises manufacturières utilisent l'IA en 2025, contre 7 % un an plus tôt : c'est la moyenne européenne, loin de l'Allemagne (24 %) ou de la Belgique (40 %).

La nouvelle frontière. IA en production et robots humanoïdes : la Chine y consacre plus de 20 milliards de dollars de fonds publics.

ROBOTS INSTALLÉS ET ENTREPRISES UTILISANT L'IA EN 2025



SOURCE : IFR (WORLD ROBOTICS 2026), EUROSTATS (ENQUÊTE TIC 2025)

REGARD DES FRANÇAIS SUR L'INDUSTRIE

Le principal défi de l'industrie n'est pas qu'on ne l'aime pas, c'est qu'on la connaît mal. Pour aller à la rencontre des jeunes et des demandeurs d'emploi, les industriels multiplient les événements dédiés.

Une opinion qui progresse. 65 % des Français ont une opinion positive de l'industrie, la plus forte progression depuis 2019, et 85 % soutiennent la réindustrialisation (OPCO 2i / Ipsos BVA, 2026).

Une image en décalage. 57 % des Français jugent pourtant l'industrie en déclin (+10 points), alors que la production progresse : les métiers et les réussites industrielles restent mal connus.

L'acceptabilité, condition des projets. Les nouvelles implantations suscitent encore des réticences locales, ce qui impose d'organiser le dialogue avec les habitants.

LES GRANDS RENDEZ-VOUS DE L'INDUSTRIE

29 SEPT.— 3 DÉC. 2026
Tour de France de nos industries
14 étapes · scolaires

16—22 NOV. 2026
Semaine de l'industrie
partout en France · 8 000 événements

16 NOV.— 4 DÉC. 2026
Forindustrie
jeu en ligne · collèges et lycées

1—3 DÉC. 2026
Aeromart
aéronautique, spatial · Toulouse

15—18 MARS 2027
Global Industrie
tous secteurs · Lyon

2—3 AVRIL 2027
Journées Usines Ouvertes
visites d'usines · partout en France

14—20 JUIN 2027
Salon du Bourget
aéronautique, spatial · Le Bourget

16—19 JUIN 2027
VivaTech technologies,
IA · Paris

13—15 OCT. 2027
WorldSkills France
compétition des métiers · Orléans

7—9 DÉC. 2027
World Nuclear Exhibition
nucléaire · Villepinte

● Ouvert au grand public
○ Réservé aux professionnels.

SOURCE : DGE, FRANCE INDUSTRIE, ORGANISATEURS (DATES ANNONCÉES AU 22 OCTOBRE 2026).

CONSOLIDER POUR NE PAS RECULER

En un an, l'environnement de l'industrie française a changé de nature. La guerre commerciale engagée par les États-Unis s'est installée dans la durée, la Chine écoule ses surcapacités à des prix sans concurrence (son excédent commercial avec l'Union européenne atteint près de 400 milliards d'euros sur un an) et l'Europe découvre, avec le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, qu'une protection mal calibrée peut fragiliser ceux qu'elle entend défendre. Dans ce monde fragmenté, l'industrie est convoquée sur tous les fronts à la fois : réarmement, sécurité des approvisionnements, infrastructures numériques, électrification. Elle redevient un instrument de souveraineté autant que de prospérité.

Le bilan de l'année est en demi-teinte. La désindustrialisation est enrayée : la production manufacturière progresse encore, la valeur ajoutée dépasse de 8 % son niveau d'avant-Covid, la France reste, avec 833 projets industriels étrangers, la première destination européenne des investissements internationaux et continue d'ouvrir davantage de sites industriels qu'elle n'en ferme (solde de +28 au troisième trimestre 2026 selon Bpifrance). Mais la dynamique s'est essoufflée : l'emploi manufacturier recule depuis la mi -2024 et l'investissement stagne. Surtout, l'écart se creuse entre des filières qui tournent à plein régime (aéronautique, défense, ferroviaire, électronique) et une industrie de base (chimie, métallurgie, papier, verre) qui subit à la fois le coût de l'énergie, une demande atone et la concurrence asiatique.

Ce ralentissement n'est pas propre à la France. L'Allemagne voit son modèle industriel, fondé sur une énergie bon marché et les exportations vers la Chine, remis en cause, et l'Europe tout entière cherche sa place entre la Chine et les États-Unis. Deux ans après les rapports Draghi et Letta, le diagnostic est partagé et 30 % des recommandations sont mises en œuvre ; mais l'union des marchés de capitaux, la préférence européenne et la simplification restent à concrétiser pour que l'épargne européenne finance enfin l'industrie européenne.

6 CHANTIERS

Les opportunités ne manquent pas. Le réarmement européen, avec le programme SAFE et l'actualisation de la loi de programmation militaire, ouvre des débouchés durables à la base industrielle de défense et à ses sous-traitants. Les 93 milliards d'euros annoncés à *Choose France*, dont une large part dans les centres de données, peuvent ancrer en France une filière de l'intelligence artificielle adossée à une électricité décarbonée. Les plans consacrés aux terres rares et à l'électrification dessinent enfin une politique des dépendances. Encore faut-il que ces annonces deviennent des usines, des raccordements et des emplois.

La France aborde cette phase avec des atouts réels. Son électricité, décarbonée à plus de 95 % et excédentaire (92 TWh exportés en 2025), coûte un quart de moins aux industriels que la moyenne européenne. Ses start-up industrielles, 3 500 aujourd'hui, ont levé plus de 15 milliards d'euros en cinq ans. Ses territoires montrent qu'une coopération étroite entre industriels, élus et services de l'État produit des résultats. Et 85 % des Français soutiennent la réindustrialisation.

Cela suppose de lever les freins que chaque édition de ce baromètre documente : une fiscalité de production deux fois plus lourde que chez nos voisins, un coût du travail qualifié pénalisant, un foncier qui se raréfie, des procédures trop longues, une modernisation (robotisation, numérisation) en retard. À l'approche de l'élection présidentielle, la première condition est la constance : une décision industrielle engage pour quinze ou vingt ans et ne s'accommode pas d'un cadre fiscal et réglementaire changeant. **Six chantiers nous paraissent prioritaires :**

1. **Alléger la fiscalité de production :** supprimer la CVAE résiduelle et engager la baisse de la C3S.
2. **Résoudre l'équation du travail qualifié :** coût du travail au-delà de 1,4 SMIC, formation, attractivité des métiers.
3. **Moderniser l'outil productif :** accélérer la robotisation, la numérisation et l'adoption de l'intelligence artificielle.
4. **Sécuriser les ressources :** foncier, eau et approvisionnements critiques.
5. **Réussir l'électrification :** raccordements rapides, prix compétitif et prévisible.
6. **Transformer les opportunités en usines :** défense, IA et centres de données, décarbonation.



© Sophie Nectoux – Prix de la photo « Un Autre Regard sur l'Industrie »

LES DISPOSITIFS DE SOUTIEN

Programmes d'aide dédiés au soutien de l'industrie en France

Investir et innover

France 2030 ;

Crédit d'impôt industrie verte (C3IV), étendu par le PLF 2027 ;

Crédit d'impôt recherche.

Décarboner et électrifier

DECARB-IND ;

Appel d'offres « grands projets industriels de décarbonation » (2e édition) ;

Mécanisme de soutien à l'hydrogène.

S'implanter

Foncier+,

Friches+ ;

welcome.businessfrance.fr, guichet d'accueil des investisseurs étrangers.

Liste non exhaustive

Le Baromètre *L'Industrie en mouvement* est né de la collaboration entre cinq acteurs de la renaissance industrielle française :

BANQUE des TERRITOIRES
GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS

La Banque des Territoires accompagne le développement industriel en finançant l'aménagement des territoires afin de rendre disponibles les fonciers, infrastructures et services nécessaires à l'implantation ou à l'extension des sites industriels. Elle contribue ainsi à la réindustrialisation en soutenant la reconversion des friches, l'attractivité économique des territoires et les projets industriels.

banquedesterritoires.fr

bpifrance
SERVIR L'AVENIR

Bpifrance finance les entreprises — à chaque étape de leur développement — en crédit, en garantie et en fonds propres. Bpifrance les accompagne dans leurs projets d'innovation et à l'international. Bpifrance assure aussi leur activité export à travers une large gamme de produits. Conseil, université, mise en réseau et programme d'accélération à destination des start-up, des PME et des ETI font également partie de l'offre proposée aux entrepreneurs. Grâce à Bpifrance et ses 50 implantations régionales, les entrepreneurs bénéficient d'un interlocuteur proche, unique et efficace pour les accompagner à faire face à leurs défis.

bpifrance.fr

Société d'Encouragement pour l'industrie nationale

FONDÉE EN 1801

La Société d'Encouragement a été le berceau de la naissance de l'industrie au début du XIXe siècle. Créée en 1801 à l'initiative d'acteurs de la société civile de l'époque, elle a contribué au développement de nombre d'industries, ce qui lui a valu d'être la première association reconnue d'utilité publique en 1824. 220 ans après, la Société d'Encouragement, association indépendante, continue d'accompagner les réflexions, les innovations et les entrepreneurs dans les transformations de l'industrie française.

industrienationale.fr —
renaissanceindustrielle.fr

FRANCE INDUSTRIE

France Industrie a vu le jour en 2018 avec la particularité d'avoir une organisation duale : fédérations industrielles et grandes entreprises industrielles. Plusieurs centaines d'experts répartis au sein de ses entreprises et fédérations adhérentes permettent à France Industrie de réfléchir et d'agir en permanence sur les grands enjeux de l'industrie : compétences, compétitivité, emploi, environnement, exportation, financement, fiscalité, innovation. France Industrie défend les intérêts des industriels à l'échelle française, mais aussi européenne.

franceindustrie.org

Business France

Business France est l'agence nationale chargée de l'internationalisation de l'économie française. Elle est chargée du développement international des entreprises et de leurs exportations, ainsi que de la prospection et de l'accueil des investissements étrangers en France. Elle promeut l'attractivité et l'image économique de la France, de ses entreprises et de ses territoires. Elle développe, gère et sécurise le programme V.I.E qui connecte entreprises et jeunes talents pour des missions à l'international.

businessfrance.fr



© Yassine Oucheik – Prix de la photo « Un Autre Regard sur l'Industrie »

MÉTHODOLOGIE ET DÉFINITIONS

Les données utilisées dans ce baromètre sont les données les plus récentes disponibles, pour le pas de temps considéré et en fonction des sources utilisées, au moment de la rédaction au troisième et quatrième trimestre 2026. Pour les données annuelles pour lesquelles l'année 2025 n'est pas encore disponible, une estimation a été réalisée sur la base d'indicateurs connexes ou de proxys, assurant la fiabilité de cette dernière. Les données ont été collectées, traitées et/ou consolidées, puis analysées par Rexecode.

Glossaire des concepts clés

Périmètre. Industrie manufacturière (section C de la nomenclature NAF rév. 2), sauf mention contraire ; l'industrie au sens large ajoute l'extraction, l'énergie, l'eau et les déchets.

Millésime. Données disponibles au 12 octobre 2026 : année 2025 et premiers résultats de 2026.

Ouvertures et fermetures de sites. Observatoire de l'industrie de Bpifrance : usines à l'échelle, lignes pilotes et extensions significatives, fermetures effectives.

Intensité énergétique et intensité carbone. L'intensité énergétique rapporte l'énergie consommée par l'industrie à sa production en volume, l'intensité carbone de l'énergie rapporte ses émissions de gaz à effet de serre à l'énergie consommée : leur baisse traduit respectivement des gains d'efficacité et un mix énergétique moins carboné.

Puissance demandée et réservée. Puissance de raccordement au réseau de transport d'électricité sollicitée par les projets de centres de données, et celle qui leur est réservée par RTE.

MACF. Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'Union européenne.

Impôts de production. Impôts sur la production autres que sur les produits (CFE, taxe foncière, C3S, CVAE, versement mobilité…), versés par les sociétés.

Terres rares lourdes et légères. Deux familles de métaux aux usages distincts, les lourdes étant les plus critiques pour les aimants permanents.



© Pierre Cathala – lauréat Prix de la photographie industrielle « Un Autre Regard sur l'Industrie »

La reconstruction de notre industrie est indispensable à notre souveraineté

REMERCIEMENTS

Ce baromètre a été réalisé grâce à la collaboration des équipes de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale, de la Direction générale des entreprises, de la Banque des Territoires, de Business France, de Bpifrance et de France Industrie.

Nous remercions les industriels qui ont accepté de témoigner pour cette édition.

Alexandre Saubot, Annabelle Lavergne, Anthony Morlet-Lavidalie, Audrey Baudet, Aurore Colnel, Bertrand de Singly, Camille Simoes, Cédric Verpeaux, Denis Ferrand, Emilia Capitaine, Guillaume Basset, Hugo Kuder, Jean-Philippe Thierry, Lara Prunenec, Louise Cassagnes, Marie Segondat, Matéo Szmidt, Murielle Jullien, Nicolas Dufourcq, Olivier Mousson, Olivier Sichel, Pierre Luzeau, Raphaël Didier, Raphaël Trotignon, Thomas Cazor, Titouan Guillaudeux, Yann Pitollet

Collecte et analyse des données : Rexecode.

L'INDUSTRIE EN MOUVEMENT

Longtemps annoncée en déclin, l'industrie française cherche aujourd'hui à consolider sa renaissance, entre ambitions de reconquête et défis persistants.

La 4e édition du Baromètre de la Renaissance Industrielle analyse les grandes dynamiques à l'œuvre en France et en Europe : recomposition des équilibres industriels mondiaux, évolution des investissements, souveraineté et compétitivité.

Fruit d'un travail d'analyse approfondi, il met en lumière les transformations de l'industrie française, les tensions qui freinent son développement et les leviers à mobiliser pour inscrire la réindustrialisation dans la durée.

Un outil de compréhension et de prospective destiné à tous ceux qui façonnent l'avenir industriel de la France.

Société d'Encouragement pour l'industrie nationale FONDÉE EN 1801

BANQUE des TERRITOIRES GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS

bpifrance SERVIR L'AVENIR

FRANCE INDUSTRIE

Business France